

85/2023 – 27 juillet 2023

Comptes du secteur non-financier pour le premier trimestre 2023

La consommation réelle des ménages par habitant a légèrement diminué dans la zone euro et dans l'UE

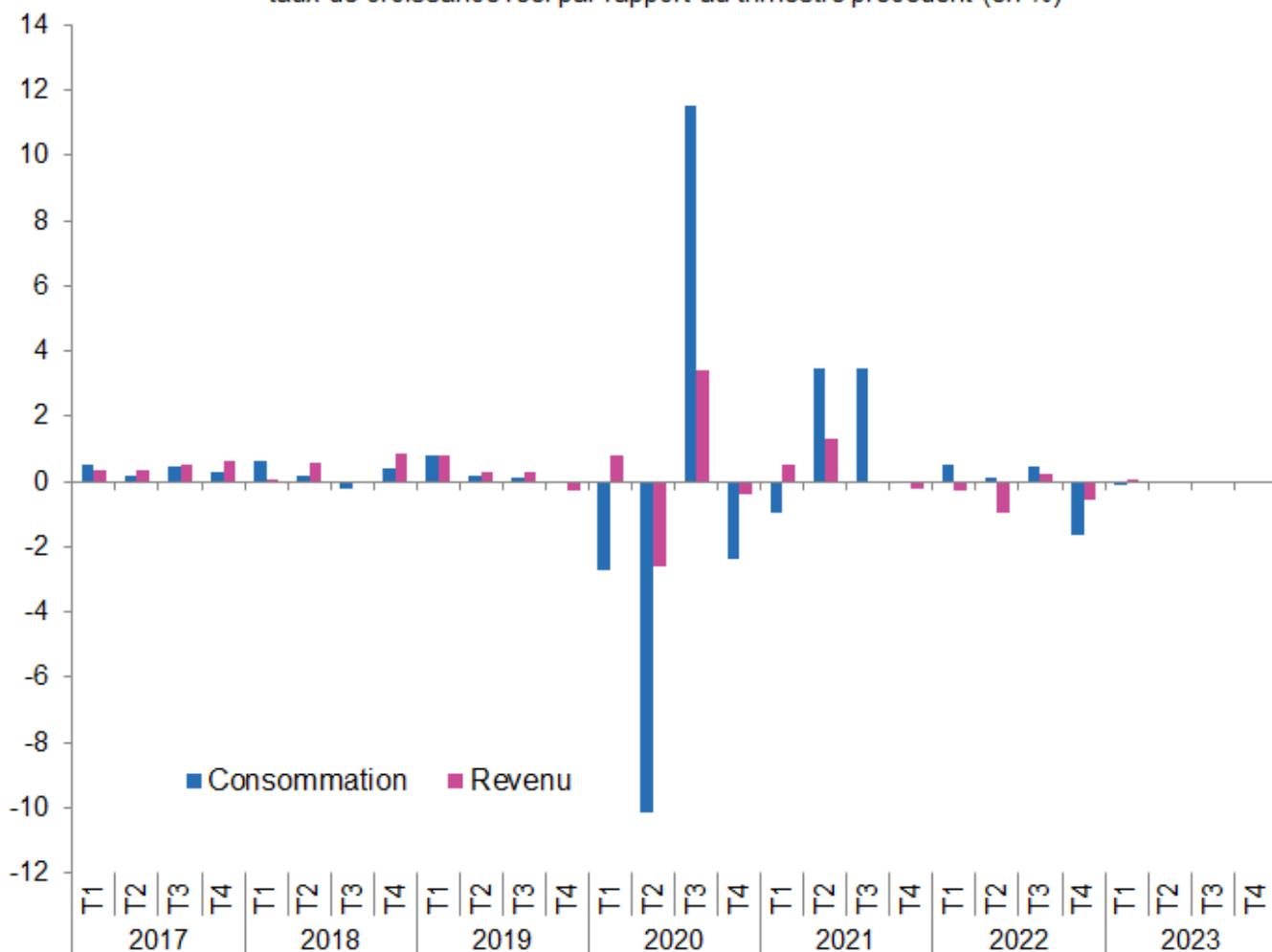
Hausse du revenu réel par habitant dans la zone euro et dans l'UE

Au premier trimestre 2023, la consommation réelle des ménages par habitant a diminué de 0,1% dans la **zone euro**, après une baisse de 1,6% au trimestre précédent. Le revenu réel des ménages par habitant a légèrement augmenté de 0,1% au premier trimestre 2023, après une baisse de 0,5% au quatrième trimestre 2022.

Ces données proviennent d'un ensemble détaillé de comptes sectoriels européens trimestriels désaisonnalisés, publié par **Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne**.

Consommation et revenu des ménages par habitant, zone euro

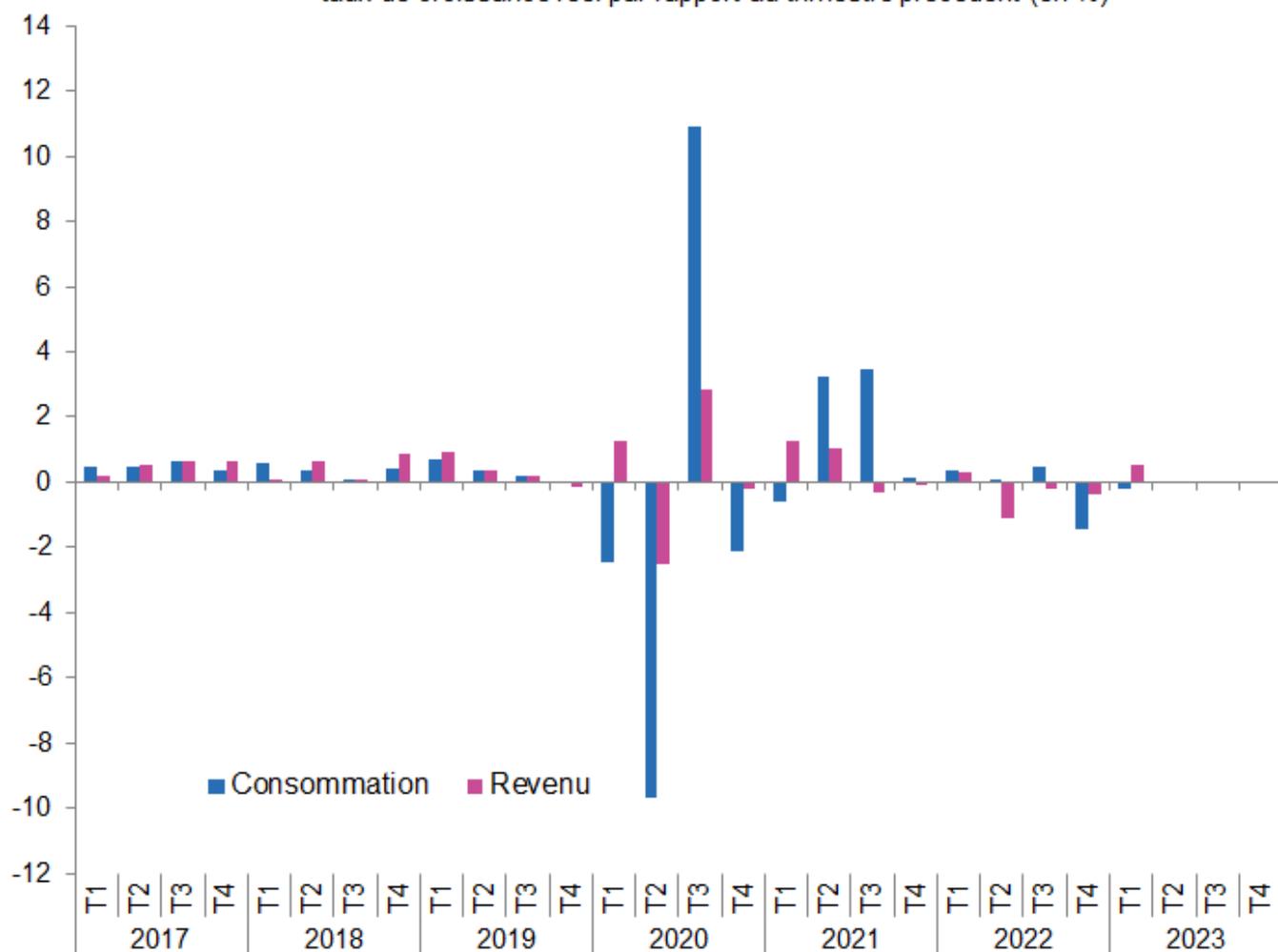
données corrigées des variations saisonnières,
taux de croissance réel par rapport au trimestre précédent (en %)



Dans l'UE, la consommation réelle des ménages par habitant a diminué de 0,2% au premier trimestre 2023, après une baisse de 1,4% au trimestre précédent. Dans le même temps, le revenu réel des ménages par habitant a augmenté de 0,5% au premier trimestre 2023, après une baisse de 0,4% au quatrième trimestre 2022.

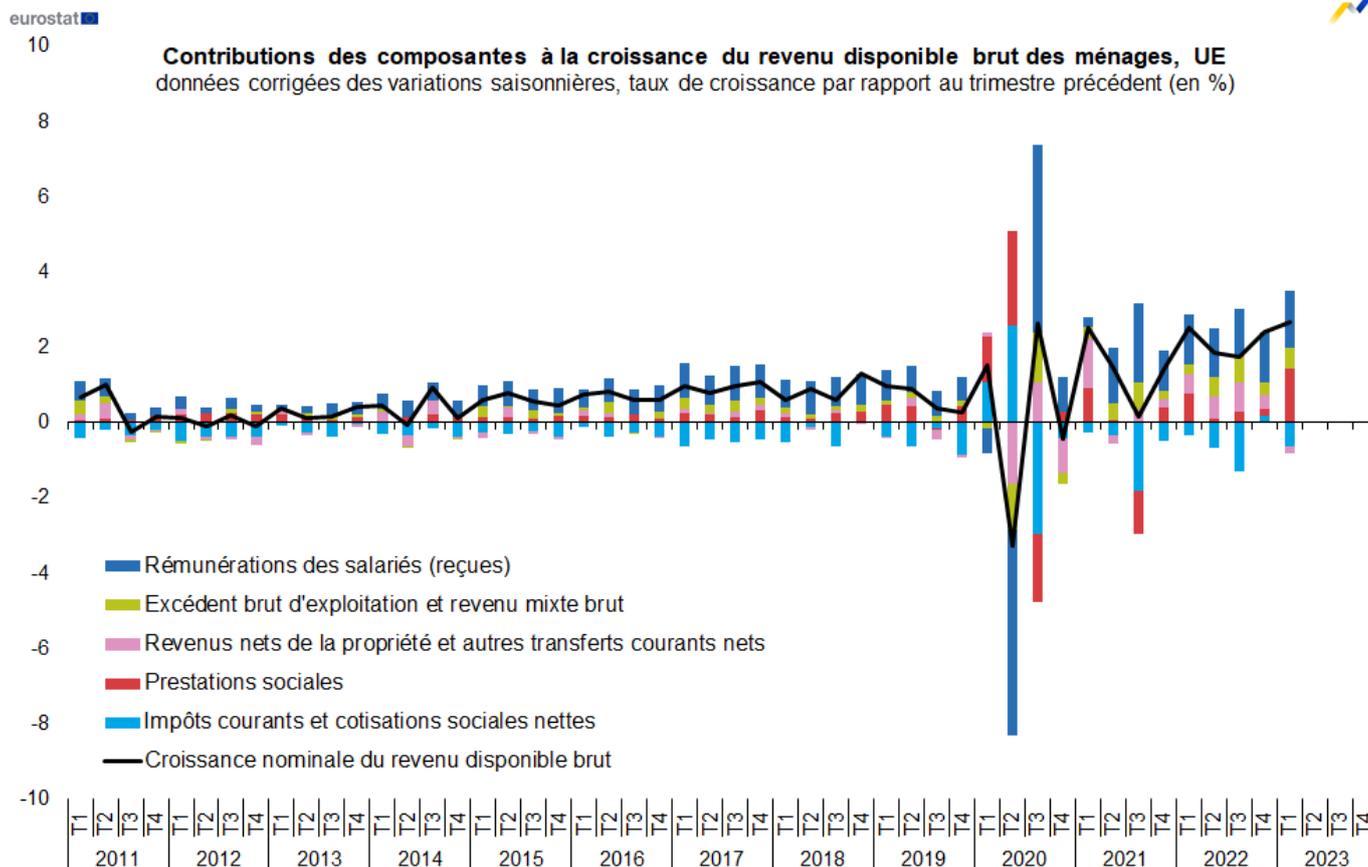
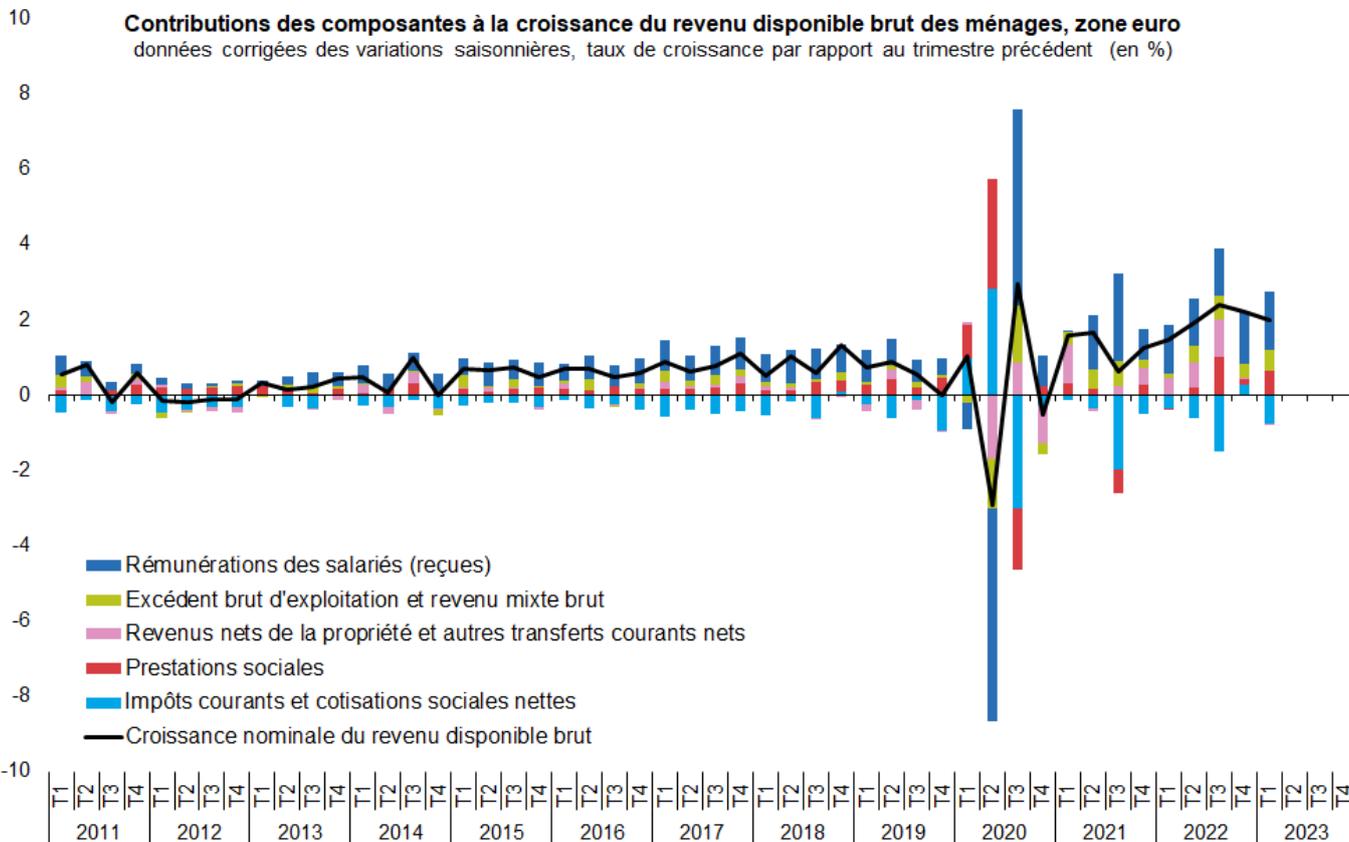
Consommation et revenu des ménages par habitant, UE

données corrigées des variations saisonnières,
taux de croissance réel par rapport au trimestre précédent (en %)



Revenu disponible brut des ménages et ses composantes

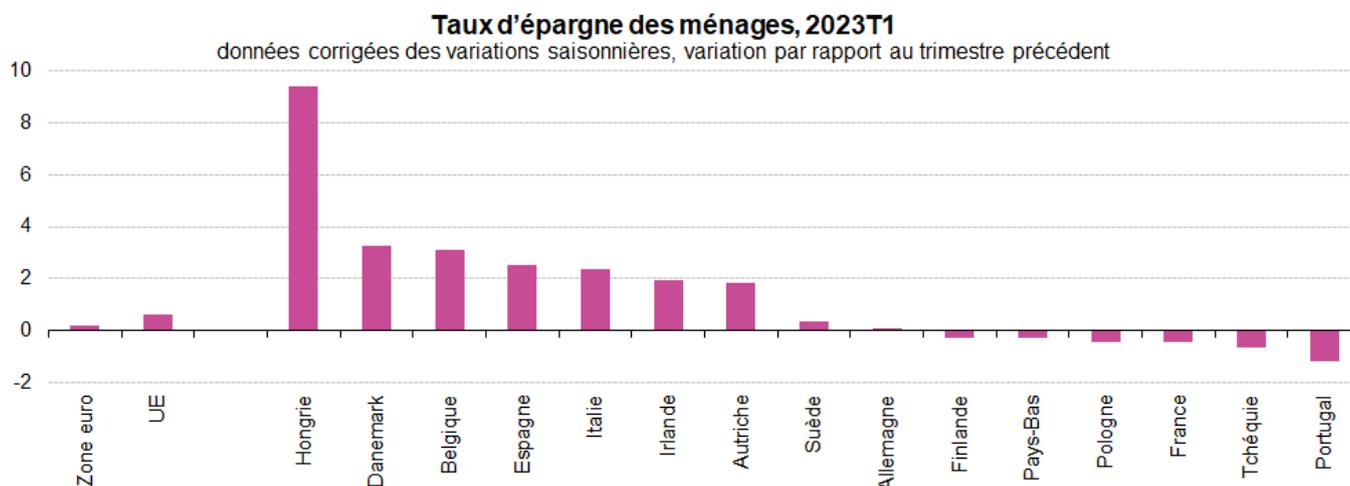
Au cours du premier trimestre 2023, le *revenu disponible brut* des ménages (en termes nominaux, corrigé des variations saisonnières) a augmenté de 2,0% dans la **zone euro** et de 2,7% dans l'**UE**. Cette hausse s'explique par l'importante contribution positive des *rémunérations des salariés* et, dans l'UE, également par une autre contribution importante des *prestations sociales*. En revanche, les *impôts courants et cotisations sociales nettes* ont eu la plus forte contribution négative dans la **zone euro** et l'**UE**.



Le taux d'épargne des ménages a augmenté dans la zone euro et dans l'UE

Au premier trimestre 2023, le taux d'épargne a augmenté de 0,2 point de pourcentage (pp) dans la **zone euro** et de 0,6 pp dans l'**UE** par rapport au trimestre précédent.

Parmi les États membres pour lesquels des données sont disponibles, neuf États membres ont enregistré une hausse du taux d'épargne des ménages et six ont enregistré une baisse. Les plus fortes hausses ont été observées en **Hongrie** (+9,4 pp), au **Danemark** (+3,3 pp) et en **Belgique** (+3,1 pp). Dans le même temps, le **Portugal** a enregistré la plus forte baisse (-1,2 pp), suivi de la **Tchéquie** (-0,6 pp) et la **France** (-0,5 pp).



Le taux d'épargne est défini comme l'épargne brute divisée par le revenu disponible brut, ce dernier ajusté de la variation des droits à pension. Les données ne sont pas disponibles pour les États membres dont le produit intérieur brut à prix courants est inférieur à 1% du PIB total de l'UE.

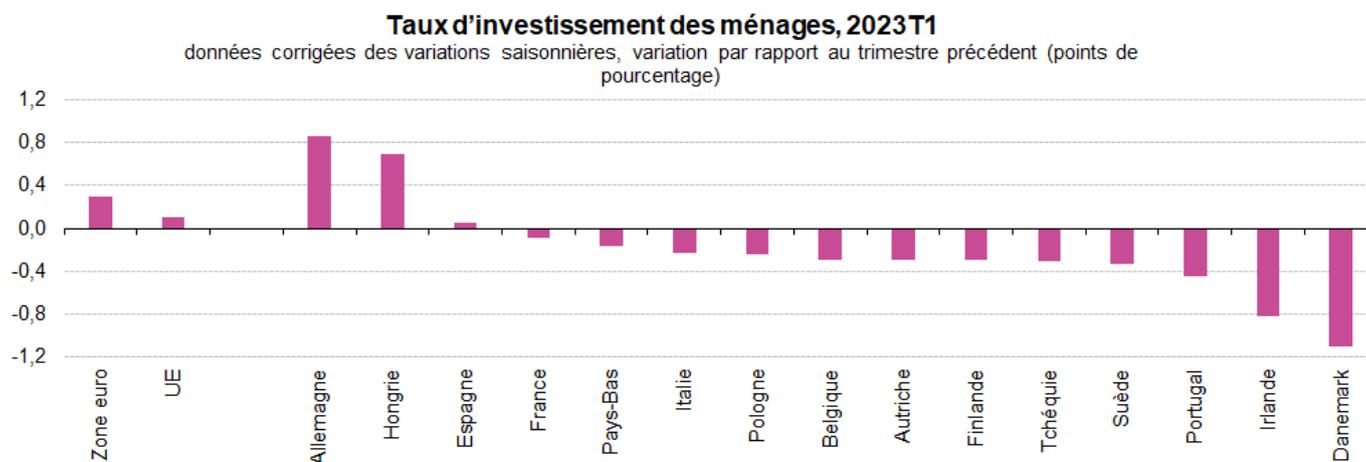
eurostat



Le taux d'investissement des ménages a augmenté dans la zone euro et dans l'UE

Au premier trimestre 2023, le taux d'investissement des ménages a augmenté de 0,3 pp dans la **zone euro** et de 0,1 pp dans l'**UE**, par rapport au trimestre précédent.

Parmi les États membres pour lesquels des données sont disponibles, trois États membres ont enregistré une hausse du taux d'investissement des ménages et douze autres ont enregistré une baisse. L'**Allemagne** (+0,9 pp) ainsi que la **Hongrie** (+0,7 pp) ont enregistré les plus fortes hausses, en raison de la forte augmentation de la *formation brute de capital fixe* des ménages (+9,1% et +13,7%, respectivement). Les plus fortes baisses ont été observées au **Danemark** et en **Irlande** (-1,1 pp et -0,8 pp, respectivement).



Le taux d'investissement est défini comme la formation brute de capital fixe divisée par le revenu disponible brut, ce dernier ajusté de la variation des droits à pension.

Les données ne sont pas disponibles pour les États membres dont le produit intérieur brut à prix courants est inférieur à 1% du PIB total de l'UE.

eurostat



Informations géographiques

La **zone euro (ZE20)** comprend 20 États membres: la Belgique, l'Allemagne, l'Estonie, l'Irlande, la Grèce, l'Espagne, la France, la Croatie, l'Italie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, l'Autriche, le Portugal, la Slovénie, la Slovaquie et la Finlande, ainsi que la Banque centrale européenne, le Mécanisme européen de stabilité et le Fonds européen de stabilité financière.

L'**Union européenne (UE27)** comprend la Belgique, la Bulgarie, la Tchéquie, le Danemark, l'Allemagne, l'Estonie, l'Irlande, la Grèce, l'Espagne, la France, la Croatie, l'Italie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, la Hongrie, Malte, les Pays-Bas, l'Autriche, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, la Slovénie, la Slovaquie, la Finlande et la Suède.

Méthodes et définitions

Le **revenu réel des ménages par habitant** est défini comme le revenu nominal disponible brut ajusté des ménages divisé par la population totale (concept des comptes nationaux) ainsi que par le déflateur (indice des prix) de la dépense de consommation finale des ménages.

La **consommation réelle des ménages par habitant** est définie comme la consommation finale effective des ménages, en termes nominaux, divisée par la population totale (concept des comptes nationaux) ainsi que par le déflateur (indice des prix) de la dépense de consommation finale des ménages.

Les comptes sectoriels européens sont établis conformément au **Système européen des comptes 2010 (SEC 2010)** et couvrent la période courant depuis le premier trimestre 1999. Ces informations proviennent d'un ensemble détaillé de données corrigées des variations saisonnières des comptes européens trimestriels des secteurs publiés par **Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne**, et la **Banque centrale européenne (BCE)**.

Les secteurs institutionnels regroupent des unités économiques ayant des caractéristiques et un comportement similaire. On distingue les ménages (y compris les institutions sans but lucratif au service des ménages), les sociétés non financières, les sociétés financières, les administrations publiques et le reste du monde. Pour ce dernier, afin de mesurer les opérations extérieures de la zone euro/de l'UE, il est nécessaire de retrancher les flux transfrontaliers au sein de la zone considérée.

Le site web d'Eurostat présente les comptes sectoriels annuels et trimestriels détaillés des États membres de l'Espace économique européen ainsi que certains indicateurs clés publiés environ 120 jours après la fin de chaque trimestre (couvrant également des indicateurs annuels tels que les taux d'endettement). Un sous-ensemble d'indicateurs clés trimestriels est disponible environ 94 jours après la fin de chaque trimestre.

En raison de la conversion en euros, les taux de croissance des agrégats de l'Union européenne peuvent être affectés par les fluctuations des taux de change.

Révisions et calendrier

Une première diffusion, focalisée sur les données des taux d'épargne et d'investissement des ménages dans la zone euro, est publiée 94 jours environ après la fin de chaque trimestre. Par rapport au communiqué de presse [74/2023](#) du 4 juillet 2023 sur les agrégats de la zone euro, le taux d'épargne des ménages corrigés des variations saisonnières pour le premier trimestre 2023 a été révisé à la baisse de 14,1% à 14,0%. Le taux d'investissement a été également révisé à la baisse, de 10,3% à 10,2%.

Par rapport au communiqué de presse [50/2023](#) du 27 avril 2023, le taux de croissance du revenu des ménages par habitant, en termes réels, pour le quatrième trimestre 2022 dans l'**UE** a été révisé de -0,3% à -0,4%. Le taux de croissance de la consommation des ménages a été révisé de -0,9% à -1,4% dans l'**UE**.

Plus d'informations

[Données trimestrielles](#) et [annuelles](#) d'Eurostat sur les comptes des secteurs ainsi que [principaux indicateurs trimestriels et annuels](#)

[Métadonnées](#) d'Eurostat sur la compilation des comptes européens des secteurs

Données détaillées et méthodologie disponibles sur le [site web d'Eurostat](#) ainsi que sur le site de la [BCE](#)

Eurostat, [Dashboard Euro-Indicateurs](#)

[Calendrier de diffusion](#) des €-indicateurs d'Eurostat

[Code de bonnes pratiques](#) de la Statistique européenne

Plus d'informations sur les données

Ángel PANIZO ESPUELAS

Christos LIOURIS

Tél: +352-4301-37 306

estat-sector-query@ec.europa.eu

 **Demands média:** Eurostat media support / Tél: +352-4301-33 408 / eurostat-mediasupport@ec.europa.eu

 [@EU Eurostat](#)  [@EurostatStatistics](#)  [@EU Eurostat](#)  [@Eurostat](#)  [ec.europa.eu/eurostat](https://www.ec.europa.eu/eurostat)

**Indicateurs clés et taux de croissance pour une sélection d'opérations pour les ménages,
données corrigées des variations saisonnières**

		Zone euro				UE			
		Taux d' épargne, %	Taux d' inves- tissement, %	Croissance réelle du revenu disponible brut ajusté par habitant	Croissance réelle de la consommation finale effective par habitant	Taux d' épargne, %	Taux d' inves- tissement, %	Croissance réelle du revenu disponible brut ajusté par habitant	Croissance réelle de la consommation finale effective par habitant
2012	T1	12,2	8,7	-0,7	-0,1	11,6	8,5	-0,8	-0,2
	T2	12,3	8,7	-0,5	-0,6	11,8	8,5	-0,4	-0,5
	T3	12,0	8,8	-0,5	-0,2	11,6	8,6	-0,4	-0,2
	T4	11,7	8,9	-0,6	-0,3	11,3	8,7	-0,4	-0,1
2013	T1	12,2	8,1	0,0	-0,4	11,9	7,8	0,1	-0,4
	T2	12,1	8,3	0,2	0,2	11,8	8,1	0,2	0,3
	T3	12,1	8,5	0,0	0,1	11,6	8,2	0,0	0,1
	T4	12,2	8,4	0,3	0,2	11,7	8,2	0,3	0,3
2014	T1	12,5	8,3	0,3	0,1	11,9	8,1	0,3	0,1
	T2	12,2	8,2	0,1	0,3	11,4	8,0	0,1	0,5
	T3	12,6	8,2	0,8	0,4	11,8	8,1	0,8	0,4
	T4	12,3	8,2	0,1	0,4	11,6	8,0	0,2	0,5
2015	T1	12,5	8,0	0,7	0,4	11,7	7,9	0,6	0,5
	T2	12,3	8,0	0,1	0,4	11,5	8,0	0,2	0,4
	T3	12,5	8,1	0,6	0,4	11,6	8,0	0,6	0,5
	T4	12,7	8,2	0,2	0,1	11,8	8,1	0,4	0,3
2016	T1	12,3	8,2	0,8	1,2	11,7	8,0	1,0	1,1
	T2	12,6	8,4	0,4	0,1	12,0	8,3	0,5	0,1
	T3	12,5	8,4	0,2	0,3	12,0	8,2	0,3	0,4
	T4	12,2	8,4	0,2	0,4	11,8	8,3	0,3	0,5
2017	T1	12,1	8,5	0,3	0,5	11,4	8,4	0,2	0,5
	T2	12,2	8,5	0,4	0,2	11,5	8,4	0,5	0,4
	T3	12,3	8,5	0,5	0,5	11,5	8,4	0,6	0,6
	T4	12,6	8,5	0,6	0,3	11,8	8,4	0,6	0,4
2018	T1	11,9	8,6	0,0	0,7	11,3	8,5	0,1	0,6
	T2	12,3	8,7	0,6	0,2	11,5	8,6	0,6	0,4
	T3	12,6	8,7	0,0	-0,2	11,7	8,5	0,1	0,0
	T4	13,0	8,8	0,8	0,4	12,1	8,6	0,8	0,4
2019	T1	13,1	8,8	0,8	0,8	12,4	8,6	0,9	0,7
	T2	13,2	8,7	0,3	0,2	12,4	8,5	0,4	0,4
	T3	13,4	8,8	0,3	0,1	12,3	8,7	0,2	0,2
	T4	13,1	8,8	-0,3	0,0	12,2	8,6	-0,1	0,0
2020	T1	16,8	8,6	0,8	-2,7	16,0	8,3	1,3	-2,5
	T2	25,0	7,7	-2,6	-10,1	24,0	7,6	-2,5	-9,7
	T3	17,4	8,8	3,4	11,5	16,3	8,6	2,8	10,9
	T4	19,6	9,3	-0,4	-2,4	18,4	9,1	-0,2	-2,1
2021	T1	21,2	9,3	0,5	-1,0	20,3	9,1	1,3	-0,6
	T2	19,0	9,6	1,3	3,5	18,0	9,3	1,0	3,2
	T3	15,5	9,8	0,0	3,5	14,1	9,6	-0,3	3,5
	T4	15,2	9,9	-0,2	0,0	13,9	9,7	-0,1	0,1
2022	T1	14,4	10,3	-0,3	0,5	13,7	9,9	0,3	0,4
	T2	13,0	10,3	-1,0	0,1	12,3	9,9	-1,1	0,1
	T3	12,7	10,1	0,2	0,5	11,6	9,9	-0,2	0,5
	T4	13,8	9,9	-0,5	-1,6	12,7	9,7	-0,4	-1,4
2023	T1	14,0	10,2	0,1	-0,1	13,3	9,8	0,5	-0,2

Données sources (comprenant des données non corrigées des variations saisonnières): [nasq_10_ki](#)

**Changement des indicateurs clés pour les ménages au 2023T1
par rapport au trimestre précédent, données corrigées des variations saisonnières**

	Formation brute de capital fixe (%)	Dépenses de consommation individuelle (%)	Revenu disponible brut (%)	Taux d'épargne* (points de pourcentage)	Taux d'investissement* (points de pourcentage)
Zone euro	5,4	1,8	1,9	0,2	0,3
UE	3,5	1,8	2,6	0,6	0,1
Belgique	1,9	1,2	4,9	3,1	-0,3
Tchéquie	-1,8	3,1	2,3	-0,6	-0,3
Danemark	-6,5	1,3	5,3	3,3	-1,1
Allemagne	9,1	1,0	1,1	0,1	0,9
Irlande	-10,8	1,8	1,7	2,0	-0,8
Espagne	4,9	1,0	3,9	2,5	0,1
France	0,7	2,1	1,6	-0,5	-0,1
Italie	0,9	0,6	3,3	2,4	-0,2
Hongrie	13,7	4,0	6,2	9,4	0,7
Pays-Bas	3,0	1,4	4,4	-0,3	-0,2
Autriche	2,1	2,9	5,1	1,8	-0,3
Pologne	2,8	3,1	7,2	-0,4	-0,2
Portugal	-7,9	1,0	-0,3	-1,2	-0,4
Finlande	-0,8	2,0	1,7	-0,3	-0,3
Suède	-3,3	1,4	1,5	0,4	-0,3

* Le taux d'épargne est défini comme l'épargne brute divisée par le revenu disponible brut et le taux d'investissement comme la formation brute de capital fixe divisée par le revenu disponible brute, ce dernier ajusté de la variation des droits des ménages sur les fonds de pension.

Les données pour les ménages ne sont pas disponibles pour les États membres dont le produit intérieur brut à prix courants est inférieur à 1% du PIB total de l'UE.